

Solidaires en action N° 71

Le 30 décembre 2011

Sûreté aéroportuaire : l'Etat briseur de grève !

Pendant près de dix jours, les agents de sûreté aéroportuaire ont été en grève reconductible. Au 7^{ème} jour du mouvement, les grévistes ont été remplacés par des policiers et des militaires. Solidaires s'insurge contre cette nouvelle grave attaque contre le droit de grève.

Par delà des statuts et des employeurs différents (ICTS, Brink's, Alyzia, Securitas), les agents de sûreté aéroportuaire ont su construire une lutte unitaire, reposant sur les assemblées générales de grévistes. Quelles étaient leurs revendications ? Une augmentation uniforme de salaire de 204 € bruts pour toutes et tous et de meilleures conditions de travail. **L'État a brisé cette grève en envoyant la Police de l'air et des frontières et la gendarmerie** des transports aériens remplacer les grévistes (sans assurer le même niveau de sécurité !).

Si l'État a assumé le rôle détestable et inacceptable de briseur de grève, les grévistes ont malheureusement vu leurs revendications bradées par les fédérations FO, CFDT, CFTC et UNSA qui ont signé dans le dos des salariés un accord ne portant que sur 500 € bruts annuels de prime uniforme (ce qui n'est pas du salaire). Comme le dit SUD Aérien : « le compte n'y est pas ! ». D'autant que l'assemblée générale des grévistes de Roissy avait voté la poursuite de l'action ... Cette grève nous rappelle que **la lutte doit toujours appartenir à celles et ceux qui la mènent.**

SUD Aérien est l'une des principales organisations de la plus grosse entreprise de sûreté aéroportuaire, ICTS, avec plus de 3 000 salarié-e-s (soit le tiers des effectifs, toutes sociétés réunies). SUD Aérien a été initiateur de l'intersyndicale chez ICTS. Mais quand le patron d'ICTS – par ailleurs président du syndicat patronal des entreprises de sûreté aéroportuaire – a décidé de négocier ... il n'a ouvert la porte qu'aux fédérations « représentatives » de l'ensemble du secteur ! Rapidement, il ne restait plus que la CGT et SUD sur le terrain...

Le syndicat SUD Prévention/Sécurité Solidaires a aussi apporté son soutien aux grévistes, par une présence sur plusieurs sites et en faisant circuler l'information parmi les salarié-e-s d'autres secteurs que l'aéroportuaire.

Cette grève, menée par des salarié-e-s du secteur privé, beaucoup de jeunes, réprimée par le gouvernement, doit aussi nous interroger sur notre pratique syndicale, le soutien concret que nous apportons à celles et ceux qui luttent...

Solidaires avec les Conti, le 4 janvier à Amiens

Le mercredi 4 janvier 2012 à 11 heures, nous serons à Amiens avec les Conti, notamment avec X. Mathieu une nouvelle fois convoqué au tribunal. L'Etat a fait appel du jugement qui le relaxait après qu'il ait refusé le prélèvement ADN suite à une simple amende ! Comme 5 autres travailleurs de Continental, ils avaient été condamnés pour leur participation à la manifestation contre la fermeture de l'usine de Clairoux, à la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009.

Le gouvernement s'acharne sur ses adversaires de classe. Ne cédon pas, restons solidaires. A l'image de celles et ceux de Clairoux qui continuent la lutte, et se rendront ensemble à l'usine de Sarreguemines début février pour obliger Continental à respecter les engagements pris.



Triple A, tripe andouille, ça suffit !

Le texte ci-dessous est de nos camarades de l'Association Pour l'Emploi, l'Information, la Solidarité des chômeurs/ses et travailleurs/ses précaires (APEIS).

Y'a pas, ils nous prennent vraiment pour des abrutis ! Et ça y va sur la note des agences de notation, et ça pérore sur le sommet européen ou la rencontre franco-allemande, cruciale, cardinale, capitale, déterminante, essentielle, pour la énième fois. **Mais on s'en fout du triple A, ce qu'on veut c'est vivre décemment, c'est avoir droit à la dignité, c'est se sortir de l'angoisse du quotidien et des multiples urgences qui rythment nos survies, ce qu'on revendique c'est de l'avenir, ce qu'on veut c'est vivre dans un monde ré-enchanter qui nous permette de nous projeter et aussi de rêver.**

Et trop peu nombreux sont ceux qui ne marchent pas dans la combine, qui ne crient pas haut et fort que toute cette esbroufe sert à tous les gouvernements pour casser les services publics, pour faire baisser le prix du travail, pour foutre en l'air les retraites, la sécurité sociale, pour institutionnaliser la précarité. Nous on sait que la note c'est nous qui allons la payer, que c'est nous qui la payons déjà et cher et depuis longtemps, qu'il y ait triple A ou pas. Plus personne n'est protégé, les couches dites « moyennes » sont largement mises à contribution.



La crise gnagnagna, la crise lalalère, elle a bon dos leur crise, jamais les richesses produites n'ont été aussi importantes, le vrai problème c'est qu'elles sont de plus en plus accaparées par certains, toujours les mêmes. Dans le même temps, comme dans le principe des vases communicants, les demandes de minima sociaux explosent, les CAF qui ont de moins de moins de moyens, de réponses, de personnel sont débordées et les allocataires sont contraints d'attendre dehors. Il suffirait d'un peu de courage politique, de décider de ne pas laisser les banques, les systèmes financiers, les grands patrons, les actionnaires, le capitalisme décidé de tout.

Il ne faut pas présenter comme fatalité et obligation ce qui n'est que choix ... Non seulement nous refusons de payer mais nous exigeons également une allocation exceptionnelle d'urgence, dite « prime de Noël », pour tous les chômeurs d'un montant de 500 euros, pour faire face à des dépenses, pour respirer un peu, pour que nos enfants aient le droit de sourire un peu et de s'émerveiller.

Office National des Forêts : faute éthique inexcusable !

Le Directeur d'Agence de Haute-Marne confirme par écrit ce que le SNUPFEN Solidaires dénonce depuis des mois : **l'ONF privilégie ses intérêts financiers avant ceux de la forêt.** Lors d'une communication à ses responsables d'Unités Territoriales il écrit : « ...me faire part d'ici le 06/12 soir des solutions possibles pour augmenter le volume prévisionnel de bois à marquer au titre de l'EA 2012 (et suivants) en FD de l'ordre de 10 % par rapport aux prévisions actuelles ... ».

Cet exemple montre les limites du système libéral appliqué à la gestion des forêts. **La forêt se gère à une échelle de temps qui dépasse largement l'échelle humaine, l'action des forestiers a un impact durable sur le milieu.** Depuis l'existence d'un service forestier national, le but a été d'assurer la transmission des forêts aux générations futures. Des décennies d'expériences forestières, de recherches, d'essais, d'études de terrain et d'implication des forestiers se traduisent dans des documents de gestion légaux, pour chaque forêt, appelés Aménagements (généralement pour 20 ans). L'état d'assiette (EA) est la prévision des coupes, année par année, pour assurer la gestion durable de la forêt concernée. **Pour des objectifs de volume à court terme on met en péril l'équilibre des forêts.** L'exemple de ce directeur d'agence met en exergue la dérive éthique du service public forestier.



Daunat (71) : non à la répression syndicalo-patronale !

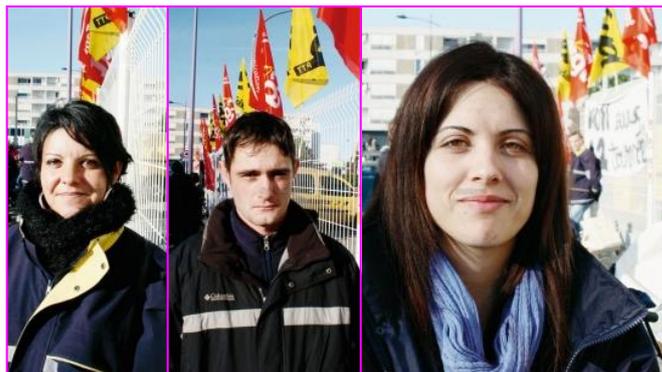
Chez Daunat (agro-alimentaire), la présence de Solidaires est combattue vivement par la direction, mais pas seulement. Le « tort » de notre section syndicale SUD est de vouloir redonner la parole aux salarié-e-s, d'organiser leur résistance face aux décisions patronales, de proposer une action coordonnée dans les 3 établissements (Bourgogne, Picardie, Bretagne). Cela dérange la direction de l'entreprise, et c'est rassurant. Mais cela gêne beaucoup le syndicat patronal à Daunat Bourgogne, la CGT. Toujours aux côtés du patron dans ses tentatives de licencier notre Déléguée Syndicale, **le syndicat CGT franchit un cap en portant plainte contre elle, ... parce qu'elle a utilisé de son droit légal à la formation en tant qu'élue CE !** Les travailleurs/ses n'ont rien à gagner des guerres syndicales, ... mais nous avons tout à perdre en laissant décrédibiliser le syndicalisme par des pratiques honteuses ! **Nous sommes tous aux côtés de notre camarade Tehani !**

La Poste (33) : facteurs/trices en grève depuis le 19 décembre

Les facteurs/trices de Lormont sont en grève depuis le 19 décembre, soutenu-e-s par les syndicats SUD PTT et CGT.

Comme dans les très nombreuses autres grèves locales de ces derniers mois à La Poste, deux sujets principaux sont au cœur du conflit : **le refus des suppressions d'emploi, la nécessité d'améliorer les conditions de travail au lieu de les dégrader**. A travers une pétition, les usagers marquent très massivement leur soutien avec les grévistes.

La Poste doit négocier sur la base des revendications des grévistes, pas se contenter d'organiser des réunions pour parler !



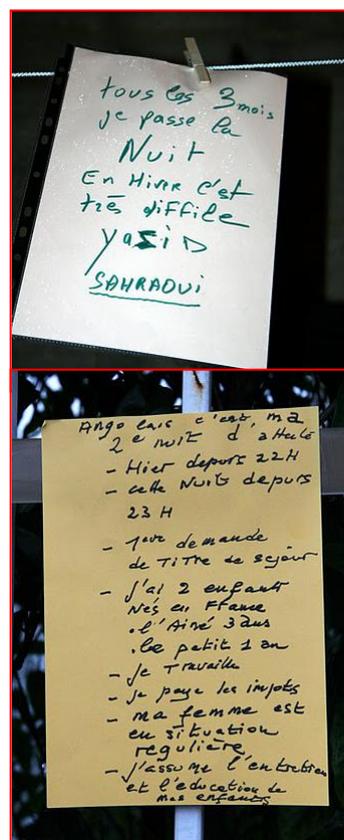
Assez d'atteintes aux droits et à la dignité dans préfectures !

Plusieurs organisations [dont l'Union syndicale Solidaires et SUD Intérieur], confrontées quotidiennement aux conditions d'accueil et de traitement des dossiers réservées aux étrangers par les différentes préfectures d'Ile de France, ont fait le constat que, malgré quelques différences de pratiques constatées d'un département à l'autre, les étrangers sont traités partout de la même façon : conditions d'accueil déplorables, refus d'accès et de délivrance de dossier, délais interminables de traitement, absence d'interlocuteurs pour les associations, examens et réponses faits au mépris des droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit à la vie privée et familiale, du droit au travail, du droit aux soins, du droit à l'éducation ou de l'accès à la procédure d'asile.

Elles sont convaincues que ce manque de considération pour les personnes reçues autant que pour les personnels chargés de l'accueil, relève d'une politique délibérée que l'insuffisance des moyens matériels et humains ne peut suffire à expliquer. Dans le cadre d'une législation de plus en plus restrictive et répressive, elle vise à limiter les possibilités d'accès au séjour, voire à déstabiliser la population étrangère, qu'elle soit en situation régulière ou privée du droit au séjour.

Les étrangers sont aujourd'hui les premières victimes, mais comme souvent, la manière dont on les traite est révélatrice des méthodes qui sont déjà appliquées à d'autres ou le seront demain, qu'il s'agisse d'étrangers ressortissants de l'Union Européenne comme les Roms de Roumanie et Bulgarie, de l'ensemble des populations précaires ou des simples citoyens. Ce scandale doit cesser. Les services de l'Etat doivent être les garants de l'égalité entre les usagers, du respect et de l'universalité des droits fondamentaux. La loi et les pratiques doivent changer !

Les associations et collectifs signataires appellent tous ceux que révoltent ces conditions indignes d'accueil et de traitement à réagir ensemble [Des rassemblements ont eu lieu en décembre, d'autres actions suivront].



Act Up Paris – AIDES - Amoureux au Ban Public – Appui Rwanda - ARDHIS – ATMF - Centre Anacaona des Droits humains et des Libertés des Haïtiens – CFDT – CGT - CGT Educ'action – Chrétiens & Sida - CIMADE – Collectif des musulmans de France – COMEDE – Coordination nationale des Sans Papiers - Dom'Asile – FASTI - Femmes Egalité – FERC CGT - France Terre d'Asile - FSU - GISTI – LDH – MRAP – Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers - PAFHA – RESF – Romeurope - SAF – Sud Intérieur - Union syndicale Solidaires ... Avec le soutien de nombreux partis politiques et personnalités ainsi que d'associations locales.

Michelin (18) : la grève, pour pouvoir prendre une douche !

La « productivité », c'est-à-dire l'exploitation toujours plus grande des travailleurs/ses, est une obsession patronale. **Chez Michelin, dans l'usine de Saint-Doulchard, cela s'est traduit récemment par une remise en cause du droit de prendre sa douche sur le temps de travail.** Le 14 décembre, l'équipe de nuit a débrayé pour exiger le maintien de ce droit et l'annulation des sanctions décidées contre ceux qui avaient refusé ce retour en arrière. **La grève, soutenue par les sections syndicales SUD, CGT, FO, s'est poursuivie le lendemain, jusqu'à ce que la direction cède en fin d'après-midi !**

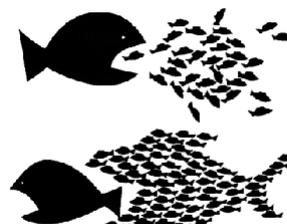
18 janvier, avant et après : Solidaires en action !

Le gouvernement organise un « sommet social » sur l'emploi le 18 janvier. C'est du moins l'annonce médiatique et officielle de cette rencontre entre le Président, ses ministres, le patronat et 5 organisations syndicales. L'emploi n'est que le prétexte, en fait il s'agit de mettre en place de nouvelles mesures contre les salarié-e-s, contre celles et ceux qui produisent la richesse accumulée par une petite minorité depuis des années. En réalité, c'est un sommet contre l'emploi !

D'ailleurs, comment croire que l'emploi soit un réel souci du gouvernement ? Le bilan est éloquent : **4 510 000 chômeurs/ses en décembre 2011**, soit une augmentation de 5,2% par rapport à l'an dernier. Et il faut ajouter environ **500 000 personnes non-inscrites, radiées, en RSA forcé**. Et ne pas oublier les plus de **3,5 millions de précaires**, **3 millions de temps partiels**.

Le chômage partiel serait la solution magique ? Il y a seulement deux ans, le gouvernement avait déjà mis au chômage partiel plus de 600 000 salarié-e-s, en **dépensant ainsi 300 millions d'€ argent public, ... 300 millions d'€ économisés par le patronat !** Opération répétée avec l'exonération de cotisations sociales pour les heures supplémentaires.

Il est paradoxal que gouvernement et patronat vantent les heures supplémentaires tout en prônant le chômage partiel. A moins que leur intention soit surtout de renforcer la flexibilité des salarié-e-s ? Tout aussi **contradictoire est le fait de mener bataille contre la réduction du temps de travail (« les 35 heures »), en l'organisant à travers le chômage partiel !** Il est vrai qu'il y a quelques différences de taille (même si nos critiques de la mise en œuvre des « 35 heures » furent nombreuses et justifiées) : les pertes de salaire pour les travailleurs/ses et les économies pour le patronat, avec le chômage partiel.



Gouvernement et patronat visent le partage du travail, mais au détriment des salarié-e-s. Réaffirmons qu'il existe d'autres solutions, notamment la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire. De l'argent, il y en a ! Faisons en sorte qu'il serve à celles et ceux qui produisent, et non aux patrons, banquiers et actionnaires !

Le « sommet social » du 18 janvier a aussi pour but de proposer aux organisations syndicales invitées un « pacte compétitivité-emploi ». Le contenu, nous l'avons vu plus haut, est une hypocrisie totale. Mais pour le gouvernement et le patronat, **la notion même de « pacte social » est importante**. Ils veulent amener le syndicalisme français sur la pente suivie par les syndicats d'Italie (CGIL, UIL, CISL) ou d'Espagne (Commissions Ouvrières, UGT), qui depuis des années enchainent les signatures de « pactes » de paix sociale aux conséquences catastrophiques pour les travailleurs/ses.

Comme nous l'avons dit lors des réunions intersyndicales, **l'Union syndicale Solidaires**

- est favorable à un **appel national à une journée de grève et manifestations le ou autour du 18 janvier**.
- souhaite qu'un **appel unitaire** rassemble toutes les organisations syndicales prêtes à agir dans ce sens.
- considère qu'une **réponse syndicale européenne** est nécessaire, face aux plans de rigueur qui s'attaquent aux droits des populations de tous les pays.

Non, « *c'est pas dans les salons, qu'on obtiendra satisfaction* », mais c'est en agissant, en mobilisant les collègues de travail, en nous adressant aux salarié-e-s d'entreprises où nous ne sommes pas encore implantés, aux chômeurs/ses, en faisant entendre une autre voix le 18 janvier !

De l'information pour les syndiqué-e-s Solidaires

Plusieurs commissions nationales de l'Union syndicale Solidaires publient un bulletin d'information : internationale, santé au travail, femmes.

Une information pour chaque syndiqué-e Solidaires, et qui peut être reprise dans des bulletins de syndicat, de section syndicale...

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>

Commission internationale Solidaires

Malgré la police, une marche réussie contre le G20

Italie : grèves et manifestations donnent le ton

Union syndicale Solidaires Et voilà...

Amiante, enfin un début de justice?

Yoyoso Nobilo ?

Union syndicale Solidaires & égales

Yoyoso Nobilo ?

Contre les sports secrets